

Millefeuille territorial et décentralisation

François Hulbert n'est pas un inconnu des lecteurs du *Peuple breton*. Invité du numéro de juin 2013, il dénonçait dans les colonnes du journal le jeu de dupes État-région, notamment l'illusion qui consiste à croire que l'État rééquilibre les inégalités territoriales. En septembre 2014, il est revenu sur le sujet en publiant chez L'Harmattan un petit essai sur nos institutions : *Millefeuille territorial et décentralisation. De la commune à la région : plaidoyer pour une réforme*. Le *Peuple breton* l'a lu.

Devoir à nouveau batailler, au XXI^e siècle, pour faire entendre une idée si évidente que la simplification administrative semble agacer profondément François Hulbert tant son propos est vif (et on le comprend) : « Tout cela était déjà à l'ordre du jour à la fin des années 60, alors que le Club Jean-Moulin propose le regroupement des communes, considérant que régions et départements ne peuvent subsister ensemble, que le département est devenu trop étroit et inadapté aux réalités de l'urbanisation croissante et que les régions doivent être moins nombreuses pour les rendre plus fortes », explique l'auteur.

S'inspirant de l'« Appel à la réforme » de Jean-Jacques Servan-Schreiber en 1971, François Hulbert défend une prise de pouvoir par les régions, à l'inverse de la situation actuelle où il estime qu'elles sont « aujourd'hui, en 2014, encore plus qu'hier dans cette situation de dépendance financière vis-à-vis de l'État central qui les tient sous sa coupe [...] ». Avant de fustiger : « On s'est contenté d'allonger la laisse au bout de laquelle les collectivités locales sont restées attachées à l'État central. »

Centralisation des esprits

Une lucidité qui fait souvent défaut aux politologues et plus encore aux élus eux-mêmes. Cet état de fait n'empêche cependant pas les pouvoirs successifs d'affirmer que « la France est une République décentralisée » (2003). À l'instar de Michel François en Bretagne, François Hulbert estime en effet qu'« en concevant toujours, aujourd'hui comme hier, leur désenclavement exclusivement par rapport à Paris, les régions sont depuis longtemps devenues complices du système centralisé ».

Cette centralisation des esprits et de la manière de concevoir le territoire n'est pas sans conséquence évidemment : inégalités croissantes entre les zones équipées et les autres où le service ferroviaire, postal, médical et tout simplement public fait de plus en plus défaut. La centralisation est omniprésente et particulièrement visible en matière de transport (ferroviaire et aéroportuaire notamment).

Et l'auteur s'indigne que cette inégalité criante soit confortée par la création du Grand Paris : « Le projet du Grand Paris avec l'axe de la Seine jusqu'au Havre, déjà présenté comme la grand-rue de la capitale vers son débouché maritime, vient aujourd'hui confirmer cette grande illusion qu'a été l'aménagement du territoire et le développement régional, entretenue depuis des décennies par les décideurs politiques. »

Pouvoirs et moyens...

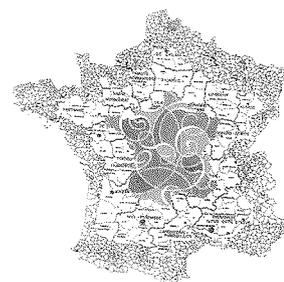
François Hulbert dénonce les politiques de la DATAR, qui n'ont jamais permis l'essor des capitales régionales. On aurait donc pu croire que le statut de métropole « octroyé par l'État central » aux ex-« métropoles d'équilibre » aurait pu faire l'affaire. Hélas, pour lui, « construire des métropoles en régions n'a pas pour but de réduire l'importance de Paris et son rôle de ville mondiale ».

Et d'expliquer : « Si on veut décentraliser, il ne s'agit pas d'abord de redistribuer les maigres pouvoirs, moyens et compétences actuellement répartis dans les strates du millefeuille à la base de la pyramide, mais d'en prendre au sommet de celle-ci. Cela vaut pour les nouvelles régions [...] qui ne doivent pas se contenter des seuls pouvoirs repris aux départements. Il s'agit de faire descendre en régions des pouvoirs détenus par l'État central. »

François Hulbert

Millefeuille territorial et décentralisation

De la commune à la région :
plaidoyer pour une réforme



L'Harmattan

... détenus par l'État central

Concluons cette recension par quelques phrases de l'auteur : « La décentralisation véritable se mesurera [au] degré d'autonomie de fonctionnement. » Au contraire, « l'addition du budget des régions et des départements qui les composent ne donnera pas plus d'autonomie budgétaire aux nouvelles régions, si un partage des pouvoirs et des moyens n'est pas établi avec l'État ». Mais « ceux [des élus] qui ont contribué à la mise en place d'un tel édifice leur permettant de faire durer leur carrière politique sont-ils en mesure aujourd'hui de le transformer ? » demande François Hulbert.

On peut en douter quand on mesure les débats homériques qui ont agité les élus durant la réforme territoriale, réforme qui a pris le soin de... ne rien changer et de ne surtout pas supprimer le département ! Bref, un pamphlet contre le centralisme qui fait preuve d'une formidable lucidité !

Gael Briand

Du même auteur : Le pouvoir aux régions, la reconstruction géopolitique du territoire français (2011) et En finir avec l'organisation centralisée du territoire, 40 ans d'exception française, ça suffit (2012).